

COMPTE RENDU

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'Exploitation de la régie Vélib' Séance du 18 décembre 2017

Le dix-huit décembre deux mille dix-sept, à 14 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'Exploitation, dûment convoqué le 12 décembre 2017, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 69

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de présents ou représentés : 46 (dont 13 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Michel Faye (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Hervé Lievre (GPSO), M. Jean-Marc Szmargd (GPSO), M. Antoine Dupin (GPSO), M. Michel Jiaume (GPSO) M. Bernard Roche (GPSO).

Personnalité qualifiée extérieure :

Mme Geneviève Laferrere (personnalité qualifiée)

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), Mme Catherine Denis (Bagnolet), M. Hervé Willaime (Cachan), M. Lionel Bertrand (Fontenay-sous-Bois), Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Servais), M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Patrice Marchal (Nanterre), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Timothé Lefebvre (Sceaux).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Bruno Tuder (Bagneux) à Hervé Willaime, M. Yves Fuchs (Champigny) à Ibrahima Traoré, M. Hervé Hemonet à Geneviève Gaillabaud, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Lionel Bertrand, M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont) à Thibault Simeoni, Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Monique Bouteille, M. Rodéric Aarsse (Malakoff) à Catherine Pilon, M. Christophe Najdovski (Paris) à Catherine Baratti-Elbaz, M. Jean-Marie Ballet (Puteaux) à Jean-Marc Szmargd, M. Abdel-Ilah Azmi (Saint-Cloud) à M. Antoine Dupin, M. Alain Guetrot (Saint-Maurice) à M. Pascal Turano, M. Gauthier Mouglin (GPSO) donne pouvoir à Bernard Roche, M. Patrick Ollier (la Métropole du Grand Paris) à Christine Bruneau.

Excusés :

M. Christophe Boissière (Vincennes) M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Daniel Guiraud (la Métropole du Grand Paris).

Assistaient également à la séance :

Mme Véronique Haché, directrice du Syndicat, M. Malik Salemkour, directeur juridique, de la commande publique et des finances, Mme Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, Mme Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, M. Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, Mme Nathalie Couram, chargée des ressources humaines, Mme Sophie Lherault, assistante de direction, et M. Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 9 novembre 2017
2. Avis requis sur :
 - Les montants des contributions 2017 au titre de la compétence Velib'
 - La décision modificative n°2 du budget annexe Régie Velib' 2017
 - Les montants des contributions 2018
 - Le budget primitif 2018 - budget annexe
3. Points divers : Avancement sur les travaux des stations Vélib'

La Présidente a ouvert la séance à 14 heures après avoir constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme France Bernichi est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 9 novembre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 9 novembre 2017 est adopté à l'unanimité.

2. Délibérations

- Avis sur les montants des contributions 2017 au titre de la compétence Velib' (délibération VM 2017 07)

Le budget annexe Velib' 2017 voté lors de la séance du 12 avril 2017, avait été équilibré en dépenses et recettes en intégrant comme principale recette de fonctionnement une subvention de la Ville de Paris. Toutefois, l'interprétation comptable de la nature de cette subvention par les services en charge du contrôle des comptes du syndicat n'a pas permis en définitive d'imputer cette recette en fonctionnement.

Cette difficulté contraint le Syndicat, pour la couverture des dépenses exécutées sur le budget annexe Velib', à solliciter dès 2017 la contribution de l'ensemble des membres du Syndicat, dont le remboursement était initialement planifié pour 2018 comme cela a été débattu lors du Comité du 29 novembre 2017.

Cette contribution obligatoire prévue à l'article 14 des statuts du syndicat et liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' est calculée au prorata des stations Velib' définies pour 2018 dans le cadre du marché pour la prestation forfaitaire et au bordereau des prix unitaires, détaillé dans les conventions de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion signées entre le Syndicat et les collectivités adhérentes à l'option Velib'. A la date de la présente délibération, et selon les modalités détaillées ci-dessus, la Ville de Paris compte 1010 stations. Les autres membres du syndicat adhérent à la compétence Velib' totalisent 390 stations.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré émet un avis favorable sur les montants des contributions des membres du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'exercice 2017, au titre de la compétence Velib' qui sont fixés comme suit :

- 375 € par station pour chacune des collectivités adhérentes à la compétence optionnelle Velib', hors Paris, pour un montant global de 146 250€ ;
- 50 000 € de subvention forfaitaire pour la Métropole du Grand Paris pour 200 équivalent stations ;
- 500 € par station pour la Ville de Paris soit un montant global de 505 000 €.

- Avis sur la décision modificative n°2 du budget annexe 2017 Régie Velib' à seule autonomie financière (délibération VM 2017 08)

Le budget annexe de la régie Velib' à seule autonomie financière 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Comme indiqué dans la délibération 2017 51 en date du 28 juin 2017, les discussions avec les services préfectoraux et la DRFIP sur les statuts de la Régie autonome Vélib' ainsi que sur son fonctionnement avaient conduit le Syndicat à ne pas exécuter le budget annexe, à titre conservatoire.

Toutefois, compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service public Velib', il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie autonome Velib'. Le Syndicat et les différents services de l'Etat s'étant récemment accordés sur les points en débat, notamment avec l'ajustement des statuts de la régie autonome Velib' soumis au comité syndical, un comptable public ayant été nommé par arrêté préfectoral, il convient de procéder au remboursement envisagé sur le budget principal.

La décision modificative n° 1 a enregistré d'une part un ajustement sur le chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, résultant notamment d'un impératif pour le Syndicat de recruter rapidement des agents dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib au 1^{er} janvier 2018, d'autre part le chapitre 74 a été diminué du montant égal à l'avance qui devait être versée à la Société Smovengo suite à son renoncement de versement.

Consécutivement à la non-exécution du budget annexe dans l'attente de la nomination d'un comptable public et à l'impossibilité de procéder au versement de l'avance prévue de la Ville de Paris en raison d'une obligation comptable d'affectation en investissement inopérante, le budget Principal a dû supporter l'ensemble des dépenses relatives au Budget annexe qu'il convient néanmoins de régulariser sur l'exercice avec l'appel de contributions des collectivités adhérentes à la compétence Velib' pour l'année 2017.

La présente décision modificative a donc pour objet de régulariser ces dépenses.

De ce fait, il est nécessaire :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement »,
- De diminuer les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles »

Pour le budget de fonctionnement,

- De diminuer les rémunérations du personnel,
- D'augmenter la refacturation du personnel affecté par la collectivité de rattachement,
- De diminuer les honoraires,
- D'augmenter le remboursement de frais à la collectivité de rattachement,
- D'augmenter les frais divers pour prise en compte des diagnostics amiante,
- De diminuer le virement à la section d'investissement,
- D'augmenter le chapitre 70 « Autres prestations de services » pour prise en compte des diagnostics amiante réalisé pour le compte des communes,
- De diminuer le chapitre 74 « dotations et participation »
- D'augmenter le chapitre 77 « Produits Exceptionnels »
- De répartir les dotations et participations des adhérents entre les communes et la Métropole du Grand Paris,

Cela fait apparaître un total de dépenses sur l'exercice 2017 de 705 250 € dont 1 000 € de virement à la section d'investissement et hors 150 000 € d'indemnités pour le candidat non retenu.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **EMET UN AVIS FAVORABLE** sur la décision modificative n°2 du budget annexe 2017 arrêtée comme suit :*

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
21- Immobilisations corporelles	2183- Matériel de bureau et matériel informatique	4 000 €			
021- Virement de la section de fonctionnement				4 000 €	
TOTAL		4 000 €		4 000 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
70- Productions des services du domaine et ventes diverses	70688- Autres prestations de services				4 000 €
74- Dotations et Participations	7474- Commune			189 699 €	
74- Dotations et Participations	74758- Autres Groupement				50 000 €
77- Produits Exceptionnels	7788- Produits Exceptionnels divers				150 000 €
013- Atténuations de charges	6479- Remboursement sur autres charges sociales			1 292 €	
011- Charges à caractère général	62871- Remboursement à la collectivité de rattachement		53 470 €		
	6226- Honoraire	65 000 €			
	6228- Divers		4 000 €		
012- Charges de personnel et frais assimilés	6215- Personnel affecté par la collectivité de rattachement		138 388 €		
	64111- Rémunération Principale	90 000 €			
	64131- Rémunération non titulaire	22 557 €			
	6488- Autres Charges	1 292 €			
023- Virement à la section d'investissement		4 000 €			
TOTAL		182 849 €	195 858 €	190 991 €	204 000 €
SOLDE			13 009 €		13 009 €

- Avis sur les montants des contributions 2018 (délibération VM 2017 09)

Le budget annexe 2018 est le premier budget sur un exercice complet, la régie avec autonomie financière Velib' ayant été créée par une délibération du Comité syndical en date du 10 mars 2017.

Conformément aux orientations budgétaires 2018, les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 150 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 850 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. La contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' est versée en totalité avec un premier acompte sur la somme due au titre des coûts d'exploitation dès le mois de janvier 2018 par la Ville de Paris pour un montant de 16 M€. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018 en tenant compte, le cas échéant, du reversement des recettes des abonnements souscrits en 2017 et courants en 2018.
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 150 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 850 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation. Un premier acompte sera demandé aux collectivités en avril 2018 constitué de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et de 50% de la contribution aux coûts d'exploitation. Le solde de cette dernière contribution sera appelé en octobre 2018.
Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 50 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 250 € par station pour une équivalence de 200 stations. La contribution de la MGP sera encaissée au mois de janvier 2018 avec le versement de la subvention prévue dans la cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP pour un total de 4 M€.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE sur les montants des contributions 2018 pour l'exercice de la compétence Velib'.

- Avis sur le budget primitif 2018 – Budget annexe (délibération VM 2017 10)

Le budget primitif 2018 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Ce budget annexe 2018 est le premier budget sur un exercice complet, ayant été créé par délibération du comité le 10 mars 2017.

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours, l'exercice budgétaire 2017 ainsi écoulé peut être qualifié d'exercice transitoire, l'exercice budgétaire 2018 quant à lui avec le démarrage du service effectif au 1^{er} janvier 2018 permet donc de détailler des prévisions de dépenses et de recettes.

Recettes de fonctionnement (41 710 000 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

Recettes réelles de fonctionnement (41 710 000 €)

Décomposition des recettes d'exploitation : 40 050 000 € soit 96,02% des recettes réelles

○ **Les recettes des usagers (13 510 000 € HT soit 32,39% des recettes réelles)**

Les recettes des usagers Velib' sont attendues pour 2017, avec 300 000 abonnés, à environ 13 M€ hors taxe (HT).

L'inscription budgétaire pour 2018 à 13,51 M€ HT tient compte des tarifs votés pour ce nouveau service et est estimée sur la base des abonnements Velib' en cours se prolongeant sur l'année 2018, des nouveaux abonnés au service Velib' durant l'année, ainsi que des usages prévus sur l'exercice 2018.

Ce niveau de recettes inscrit au budget est fondé sur la prudence, compte tenu d'un contexte très incertain en raison de la dégradation du service en début d'année 2018 avec le déploiement progressif des nouvelles stations, d'une facturation désormais mensuelle des abonnements, et de la concurrence présente sur ce marché concurrentiel.

○ **La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation du service (19 038 500 € soit 45,64% des recettes réelles)**

Cette contribution d'exploitation est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 850 € par station.

○ **La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service (3 451 500 € HT soit 8,27% des recettes réelles)**

Cette contribution d'exploitation est inscrite sur la base de 390 stations au tarif de 8 850 € par station.

○ **La subvention d'exploitation de la Métropole du Grand Paris (3 950 000 € soit 9,47% des recettes réelles)**

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris.

○ **Les prestations complémentaires (100 000 € soit 0,24% des recettes réelles)**

Des prestations complémentaires réalisées pour le compte des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont envisageables dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Décomposition des recettes de frais de gestion : 1 660 000 € soit 3,98% des recettes réelles

○ **La Contribution de fonctionnement des Collectivités adhérentes (1 610 000€ HT soit 3,86 % des recettes réelles)**

Cette contribution au fonctionnement est inscrite sur la base de 1400 stations au tarif de 1 150 € par station.

○ **La Contribution de fonctionnement de la Métropole du Grand PARIS à l'exploitation du service (50 000 € HT soit 0,12% des recettes réelles)**

Cette contribution de fonctionnement est arrêtée forfaitairement dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris sur la base de 200 équivalent stations.

**Dépenses de fonctionnement
(41 710 000 €)**

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (41 705 000 €) :**

Décomposition des charges d'exploitation : 40 050 000 € soit 96,03% des dépenses réelles

- **Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1050 stations (32 200 000 € HT soit 77,21% des dépenses réelles)**

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€ HT. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,01 pour 2018.

- **Le Paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche (7 750 000 € HT soit 18,58% des dépenses réelles)**

Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,01 pour 2018.

- **Les prestations complémentaires (100 000 € soit 0,24% des dépenses réelles)**

Des prestations complémentaires réalisées pour le compte des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont envisageables dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Décomposition des charges de gestion courantes : 1 655 000 € soit 3,97 % des dépenses réelles

- **Les charges du personnel affecté à la Collectivité (808 000 € soit 1,94% des dépenses réelles)**

Cette dépense correspond à la prise en charge de 14 postes dédiés au service Velib'.

- **Le remboursement du personnel mutualisé : refacturation (480 000 € soit 1,15% des dépenses réelles)**

Le personnel mutualisé (9 postes) fait l'objet d'une refacturation au Budget annexe correspondant à la masse salariale de 50 % de la directrice, de la responsable ressources humaines et vie institutionnelle, du responsable juridique et financier, de 80 % du Directeur des services techniques et de 25 % à 20 % de 5 cadres et agents administratif, comptable et technique.

- **Les autres dépenses de personnel (110 000 € soit 0,26% des dépenses réelles)**

Ces dépenses de fonctionnement sont composées en grande partie des frais relatifs aux prestations sociales des agents, contrats d'assurance des personnels et du Syndicat.

- **La refacturation du loyer (180 000 € soit 0,43% des dépenses réelles)**

L'accueil des agents dédiés au service Velib' a conduit à louer des surfaces supplémentaires de bureaux. Les loyers et charges locatives sont calculées au prorata des effectifs affectés au service Velib' correspondant à 70% du total.

- **Les dépenses de prestation de service, études et honoraires (77 000 € soit 0,18% des dépenses réelles)**

Ce poste comprend les honoraires d'avocats liés au contentieux en cours avec un candidat non retenu, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

Virement à la section d'investissement : 5 000 € soit 0,01% des recettes réelles

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

**Recettes d'investissement
(5 000 €)**

○ **Recettes réelles d'investissement (5 000 €) :**

Les recettes d'investissement sont composées du virement de la section d'investissement.

**Dépenses d'investissement
(5 000 €)**

○ **Dépenses réelles d'investissement (5 000 €) :**

Les dépenses d'investissement concernent l'acquisition de nouveaux matériels informatiques et bureautiques, pour un montant prévisionnel de 5 000 euros.

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Il convient de préciser que le Budget annexe 2018 est le premier sur un exercice budgétaire complet, année de lancement du nouveau service Velib'. Les recettes prévues des usagers demeurent incertaines et font l'objet d'une inscription budgétaire prudente conforme aux orientations budgétaires. Un ajustement pourra être prévu au second semestre au vu des résultats et tendances constatées.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE sur le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2018.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente remercie les délégués et lève la séance à 15 heures.

La Présidente,



Catherine BARATTI-ELBAZ
Maire du 12^{ème} arrondissement

